Pierre VAN OMMESLAGHE

**PROFESSEUR ÉMÉRITE À L'UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES
AVOCAT À LA COUR DE CASSATION**

DROIT DES OBLIGATIONS

**TOME PREMIER
INTRODUCTION
SOURCES DES OBLIGATIONS
(Première partie)**

BRUYLANT
BRUXELLES
2 0 1 0

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME PREMIER

PAGES

AVANT-PROPOS.....	1
-------------------	---

PARTIE PRÉLIMINAIRE

INTRODUCTION – LA NOTION D'OBLIGATION

CHAPITRE 1. – INTRODUCTION	7
1. – Le droit des obligations aujourd'hui.	7
2. – Le droit des obligations et le Code civil.	11
3. – Conséquence : rôle essentiel de la jurisprudence, particulièrement de la Cour de cassation.....	13
4. – Les additions créatrices au Code civil.	15
5. – Les interventions du législateur.	19
6. – Le droit des obligations en dehors du Code civil.....	21
CHAPITRE 2. – DÉFINITION DE L'OBLIGATION	24
7. – La notion d'obligation.....	24
8. – Autres aspects des notions d'obligation et de droit subjectif.	27
9. – Mécanisme fondamental de l'obligation.....	29
CHAPITRE 3. – CLASSIFICATION DES OBLIGATIONS	31
SECTION I. – CLASSIFICATION DES OBLIGATIONS SELON LEUR OBJET.....	31
10. – Principe. – Les obligations de faire, de ne pas faire et de donner.....	31
11. – Le régime particulier de l'obligation de donner.....	32
12. – Champ d'application de l'article 1138 du Code civil quant aux choses.....	34
13. – Suite : Champ d'application quant aux contrats.....	35
14. – Opposabilité aux tiers du transfert de propriété.....	38

TABLE DES MATIÈRES

SECTION II. – CLASSIFICATION DES OBLIGATIONS SELON L'ÉTENDUE DES PRESTATIONS REQUISES DU DÉBITEUR : OBLIGATIONS DE MOYEN OU DE RÉSULTAT	39
15. – Définition. – Règles générales.	39
16. – Critère de la distinction.	40
17. – Applications.	41
SECTION III. – AUTRES TYPES D'OBLIGATIONS.	48
18. – Les obligations pécuniaires.	48
19. – Les obligations réelles.	50
20. – L'obligation naturelle. – Renvoi.	51
CHAPITRE 4. – L'ABUS DE DROIT.	52
SECTION I. – INTRODUCTION : LA NOTION D'ABUS DE DROIT	52
21. – Position de la question.	52
SECTION II. – FONDEMENTS DE L'ABUS DE DROIT	54
22. – Position de la question.	54
23. – Justification fondée sur la finalité sociale des droits. . .	55
24. – Le fondement moral de l'abus de droit.	58
25. – L'abus de droit défini à partir de l'usage normal du droit.	59
SECTION III. – CHAMP D'APPLICATION DE L'ABUS DE DROIT.	62
26. – Position de la question.	62
27. – Les droits fonctions.	63
28. – Les droits discrétionnaires.	67
29. – Les libertés individuelles.	70
30. – Le droits subjectifs utilisés dans l'intérêt de leurs titu- laires.	71
SECTION IV. – CONDITIONS D'APPLICATION DE L'ABUS DE DROIT.	73
31. – Position de la question. – Principes.	73
32. – Typologie des applications. – L'intention de nuire. . . .	77
33. – Suite. – Droits fonctions : méconnaissance de leur fina- lité légale.	78
34. – Suite. – Critères de proportionnalité.	78
35. – Suite. – Autres cas.	80
SECTION V. – LA SANCTION DE L'ABUS DE DROIT	81
36. – Principe.	81
37. – Applications.	82

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 5. – LA NOTION DE PRINCIPE GÉNÉRAL DU DROIT	84
SECTION I. – LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT EN GÉNÉRAL	84
38. – Objet du présent chapitre.	84
39. – Existe-t-il des principes généraux du droit?	85
40. – Diverses consécration des principes généraux du droit.	87
41. – Nature et effets des principes généraux du droit.	90
42. – Distinction entre le principe général du droit et la règle de droit.	92
43. – Autres distinctions : la coutume. – Les usages. – Les adages et les maximes juridiques.	94
44. – Processus d'élaboration du principe général du droit.	96
45. – Suite. – Les principes généraux du droit doivent faire l'objet d'un consensus quasi unanime.	98
46. – Suite. – La loi. – La Constitution.	99
47. – Suite. – Droit international.	100
48. – Les formes de l'expression d'un principe général du droit.	100
49. – Hiérarchie des normes. – Position de la question. – Les principes généraux et la loi interne.	101
50. – Suite. – Le principes généraux du droit et les actes du pouvoir réglementaire.	104
51. – Rapports des principes généraux de droit entre eux.	105
52. – Champ d'application des principes généraux du droit.	106
53. – Effets des principes généraux du droit.	107
SECTION II. – EN PARTICULIER : LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT COM- MUNAUTAIRE	108
54. – Les principes généraux de droit communautaire.	108
55. – Conditions de la reconnaissance.	110
56. – Suite. – Catégories. – Exemples.	111
57. – Suite. – Effets.	114

PREMIÈRE PARTIE

LES SOURCES DES OBLIGATIONS

TITRE I

LES CONTRATS

CHAPITRE 1. – LE CONTRAT – DÉFINITION – CLASSIFICATIONS	117
SECTION I. – ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU CONTRAT	117

TABLE DES MATIÈRES

58. – Définition.....	117
59. – L'accord de deux ou plusieurs volontés.....	118
60. – Suite. – Le contrat avec soi-même. – La contrepartie..	118
61. – L'intention de produire des effets juridiques.	121
SECTION II. – LES CLASSIFICATIONS DES CONTRATS	124
62. – Position de la question.	124
§ 1. – <i>Classification prévue par le Code civil</i>	124
63. – Contrats nommés et innommés.	124
64. – Contrats à titre onéreux et contrats de bienfaisance (à titre gratuit).....	126
65. – Contrats commutatifs et contrats aléatoires.....	127
66. – Contrats synallagmatiques et contrats unilatéraux.....	128
§ 2. – <i>Classification complémentaire élaborée par la doctrine</i>	129
67. – Contrats consensuels, contrats réels, contrats solennels.	129
68. – Contrats instantanés et contrats à prestations successives.	131
69. – Contrats principaux et contrats accessoires.	133
70. – Contrats <i>intuitu personae</i> ou <i>intuitu firmæ</i>	133
71. – Suite. – Contrats <i>intuitu personae</i> ou <i>intuitu firmæ</i> au sens large.	136
§ 3. – <i>Les contrats administratifs</i>	138
72. – Règles générales.	138
73. – Les contrats «normaux» conclus avec une personne de droit public.	139
74. – Les contrats administratifs.	140
75. – Suite. – Régime juridique des contrats administratifs. .	143
CHAPITRE 2. – LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DU RÉGIME CONTRACTUEL .	147
SECTION I. – INTRODUCTION. – VITALITÉ DU CONTRAT. – PRINCIPES	147
76. – Vitalité du phénomène contractuel. – Le déclin annoncé du contrat.	147
77. – Suite. – En réalité : développement considérable du phénomène contractuel.....	149
78. – Les fondements du régime contractuel.	152
SECTION II. – L'AUTONOMIE DE LA VOLONTÉ.....	152
79. – Règle de base.	152
80. – Limites à la règle de base.	155
81. – Conséquences.....	155

TABLE DES MATIÈRES

SECTION III. — LE PRINCIPE DU CONSENSUALISME	156
82. — Principe.	156
83. — Exceptions au principe.	157
84. — <i>Negotium et instrumentum</i>	157
85. — Conséquences. — Applications.	158
SECTION IV. — LE PRINCIPE DE LA CONVENTION-LOI : « <i>PACTA SUNT SERVANDA</i> »	158
86. — Principe.	158
87. — Conséquences du principe.	160
88. — Interdiction pour une partie de modifier les termes d'une convention.	161
89. — L'équité ne permet pas de déroger au principe de la convention-loi.	162
90. — Autres applications.	164
91. — Rejet de la théorie de l'imprévision.	165
92. — Le principe de la convention-loi et l'interprétation des contrats.	167
SECTION V. — L'EXÉCUTION DE BONNE FOI. — LE PRINCIPE DE LA BONNE FOI	168
93. — Le principe de l'exécution de bonne foi. — Règles géné- rales.	168
94. — Le concept de bonne foi au sens de l'article 1134 du Code civil.	169
95. — La portée du concept de la bonne foi. — Droit comparé.	172
96. — La bonne foi, principe général du droit.	173
97. — Contenu du principe de bonne foi.	175
98. — La bonne foi et l'interprétation des conventions.	175
99. — La bonne foi et la fonction «complétive».	176
100. — La bonne foi et la fonction modératrice ou restrictive.	178
101. — La fonction modificatrice ou extinctive.	179
102. — Réactions de la Cour de cassation.	179
103. — Applications faites par les juges du fond.	180
104. — Conciliation du principe de l'exécution de bonne foi avec la règle « <i>pacta sunt servanda</i> ».	183
SECTION VI. — ÉVOLUTIONS RELATIVES AUX TROIS PREMIERS PRINCIPES ...	185
105. — Introduction.	185
§ 1. — <i>Évolutions concernant l'autonomie de la volonté</i>	186
106. — Les contrats d'adhésion.	186
107. — Les contrats collectifs.	187
108. — Les contrats étroitement réglementés.	188

TABLE DES MATIÈRES

109. – Contrats-types.....	191
110. – Contrats obligatoires. – Renvoi.....	193
111. – La réglementation « horizontale des contrats dans le droit la consommation ». – La « méthode de la greffe ». – Renvoi.....	193
112. – La réglementation de la phase précontractuelle. – Renvoi.....	194
§ 2. – <i>La résurgence du formalisme, dérogation au consensualisme.</i>	194
113. – Principes.....	194
114. – Les formes solennelles.....	195
115. – Les nouveaux contrats réels.....	197
116. – Le formalisme probatoire.....	197
117. – Le formalisme d'information.....	198
§ 3. – <i>Evolutions concernant le principe de la convention-loi.</i>	201
118. – Détermination du contenu d'une clause contractuelle par le juge.....	201
119. – Réduction par le juge de l'objet d'une obligation.....	202
120. – La réductibilité du salaire du mandataire.....	204
121. – Le droit au repentir en droit de la consommation.....	205
§ 4. – <i>Les clauses abusives, principalement en droit de la consommation</i>	210
122. – Position de la question.....	210
123. – La méthode de la greffe.....	212
124. – De nouveaux acteurs du droit des contrats. – Le « consommateur ».....	214
125. – Suite. – Le cocontractant du « consommateur ».....	216
126. – Portée de cette méthode.....	218
127. – Les clauses abusives. – Principes.....	219
128. – Les clauses abusives en droit positif.....	221
129. – Un cas de clause abusive en droit commercial.....	224
CHAPITRE 3. – LES CONDITIONS DE VALIDITÉ DES CONTRATS (FORMATION DU CONTRAT AU POINT DE VUE STATIQUE)	225
130. – Position de la question.....	225
SECTION I. – LA VOLONTÉ ET LES VICES DE CONSENTEMENT	225
§ 1. – <i>Le rôle de la volonté dans la formation des contrats.</i>	225
131. – Principes. – La volonté réelle et la volonté déclarée. .	225
132. – La prééminence de la volonté réelle.....	226
§ 2. – <i>L'absence totale de volonté.</i>	228
133. – Principes.....	228

TABLE DES MATIÈRES

134. – Conséquence de l'absence totale de volonté. – Sanction.	229
§ 3. – <i>Les vices de consentement</i>	231
135. – Principes.	231
A. – <i>L'erreur</i>	231
136. – Définition. – Les deux espèces d'erreurs.	231
1. – <i>L'erreur-obstacle</i>	231
137. – L'erreur-obstacle. – Définition.	231
138. – Suite. – L'erreur-obstacle. – Sanction.	233
2. – <i>L'erreur substantielle</i>	233
139. – Le vice de consentement : l'erreur substantielle.	233
140. – L'appréciation du caractère substantiel de la caractéristique de la chose sur laquelle porte l'erreur.	234
141. – L'erreur inexcusable n'est pas prise en considération. .	237
142. – L'élément sur lequel porte l'erreur doit exister au moment de la formation du contrat. – L'erreur est étrangère à l'exécution du contrat.	240
143. – Exclusion de l'annulation du chef d'erreur.	241
144. – Cas particuliers.	243
145. – Cas d'application.	244
146. – Preuve de l'erreur.	245
147. – Sanction de l'erreur.	246
148. – Distinctions entre l'erreur et d'autres recours voisins.	246
B. – <i>Le dol</i>	247
149. – Définition.	247
150. – Terminologie.	248
151. – Caractéristiques du dol.	248
152. – Applications.	249
153. – La réticence dolosive.	250
154. – Suite. – La réticence en matière d'assurance.	253
155. – Incidence des manoeuvres sur le consentement. – Dol principal et dol incident. – Sanctions du dol.	254
156. – L'erreur inexcusable commise par la victime du dol. .	255
157. – De qui les manoeuvres doivent-elles émaner? Imputabilité des manoeuvres.	257
158. – La preuve du dol.	258
159. – Sanctions du dol.	258
C. – <i>La violence</i>	259
160. – Définition.	259
161. – Contre qui et par qui la violence doit-elle être exercée?	259
162. – Caractéristiques que doit revêtir la violence.	260

TABLE DES MATIÈRES

163. – Suite. – Le caractère injuste ou illicite de la violence.	261
164. – L'état de nécessité.	265
165. – Preuve de la violence.	265
166. – Sanction de la violence.	265
D. – <i>La lésion</i>	265
167. – Principes. – Définition.	265
168. – Exclusion des contrats aléatoires.	267
1. – La lésion objective	268
169. – Définition. – Cas d'application.	268
2. – La lésion qualifiée.	269
170. – Définition. – Principes.	269
171. – Accueil de la théorie de la lésion qualifiée. – Droit comparé. – Doctrine.	269
172. – Suite. – La jurisprudence.	271
173. – Fondements de la théorie de la lésion qualifiée.	273
174. – Conditions de la lésion qualifiée.	274
175. – Sanction de la lésion qualifiée.	276
176. – Applications en jurisprudence.	276
3. – La lésion mesurée à l'aune des facultés du débiteur	278
177. – Définitions différentes de la lésion.	278
178. – La lésion concernant les mineurs.	278
179. – La lésion en matière de sûretés personnelles.	279
SECTION II. – L'OBJET	281
180. – Principes.	281
181. – Choses dans le commerce.	282
182. – Caractère possible de l'objet.	283
183. – Objet déterminé ou déterminable.	283
184. – Suite : Détermination de l'objet. – Applications.	285
185. – Détermination de l'objet par un tiers.	287
186. – Détermination de l'objet par une partie.	288
187. – Suite : modification unilatérale du contrat après sa conclusion. – « <i>Jus variandi</i> ».	293
188. – Choses futures.	296
189. – Contrats-cadres.	298
190. – Sanction des vices affectant l'objet.	298
SECTION III. – LA CAUSE	300
§ 1. – <i>La nécessité d'une cause</i>	300
191. – Position de la question.	300
192. – Suite. – La jurisprudence de la Cour de cassation.	301

TABLE DES MATIÈRES

§ 2. – <i>La notion de cause</i>	302
193. – La doctrine classique de la cause	302
194. – Deux acceptions de la cause proposées en doctrine moderne mais à rejeter	304
195. – L'application concrète de la notion de cause par la jurisprudence : les mobiles déterminants	306
196. – Une première application : la cause illicite	308
197. – La cause dans les libéralités	309
198. – La cause dans les actes unilatéraux autres que les testaments	310
199. – La notion de cause dans les contrats unilatéraux autres que les libéralités	312
200. – La notion de cause dans les contrats bilatéraux à titre onéreux	312
201. – La doctrine belge et la définition de la cause	316
202. – La cause et les caractéristiques essentielles d'une convention	317
203. – Moment où s'apprécie la cause	318
204. – Conclusion : la cause en droit positif belge contemporain	319
§ 3. – <i>Les actes abstraits</i>	320
205. – Position de la question	320
A. – <i>Le billet non causé (article 1132 du Code civil)</i>	322
206. – Régime juridique	322
B. – <i>Les actes abstraits de leur cause en vertu de la loi (actes abstraits nommés)</i>	325
207. – Diverses opérations juridiques à plusieurs parties	325
208. – Le recours de la victime contre l'assureur du responsable d'un dommage lorsque l'assurance est obligatoire	327
209. – Un cas particulier : l'admission d'une créance au passif d'une faillite	328
210. – Les titres négociables abstraits	328
C. – <i>Les actes abstraits non prévus par la loi (actes abstraits innommés)</i>	330
211. – Principes	330
212. – Applications	331
D. – <i>Limites à l'efficacité des actes abstraits</i>	335
213. – L'ordre public et les bonnes moeurs	335
214. – Les recours latéraux	336

TABLE DES MATIÈRES

SECTION IV. - L'OBJET ET LA CAUSE ILLICITES : L'ORDRE PUBLIC, LES BONNES MOEURS ET LES LOIS IMPÉRATIVES	337
215. - Position de la question.	337
§ 1. - <i>L'ordre public, les bonnes moeurs, les lois impératives.</i>	338
216. - L'ordre public : définition.	338
217. - Les bonnes moeurs.	338
218. - Faut-il distinguer entre l'ordre public et les bonnes moeurs?	339
219. - Les lois impératives.	339
220. - Conséquences de la distinction. - 1 ^o le régime des nullités.	341
221. - Suite. - 2 ^o Possibilités de dérogations à ces différentes règles.	344
222. - Critère de la distinction entre une règle d'ordre public et une règle impérative.	345
223. - La violation d'une loi d'ordre public étrangère.	348
224. - L'ordre public international belge. - Notion.	349
225. - L'ordre public en droit judiciaire.	351
§ 2. - <i>Sanction de la violation de l'ordre public, des bonnes moeurs et des lois impératives</i>	351
A. - <i>Violation de l'ordre public et des bonnes moeurs.</i>	351
226. - Principes.	351
227. - Nullité d'une clause ou nullité de toute la convention.	352
228. - Cas de l'objet illicite.	354
229. - Conditions complémentaires en cas de cause illicite. - Le caractère déterminant du mobile illicite.	354
230. - Suite : caractère commun ou non des mobiles illicites.	356
231. - Sanction complémentaire : Les deux adages. - L'adage : « <i>Nemo auditur turpitudinem suam allegans</i> ». ...	361
232. - Suite : l'adage « <i>In pari causa turpitudinis cessat epetitio</i> ».	364
B. - <i>Violation des lois impératives.</i>	369
233. - Principes.	369
§ 3. - <i>Cas d'application. - Exemples</i>	371
234. - Objet du présent paragraphe.	371
A. - <i>Exemples de lois d'ordre public ou impératives.</i>	372
235. - Lois d'ordre public.	372
236. - Lois impératives.	372
B. - <i>Quelques applications de ces notions en jurisprudence.</i>	373
237. - Quelques règles fondamentales de droit civil.	373

TABLE DES MATIÈRES

238. – Fraude aux droits des tiers. – Fraude à la loi. – Renvoi.	375
239. – Les conventions entre concubins.	375
240. – Clauses de célibat.	378
241. – Conventions diverses en droit de la famille et des régimes matrimoniaux.	378
242. – Jeux de hasard.	379
243. – Architectes et entrepreneurs.	380
244. – Conventions relatives à l'activité économique et profes- sionnelle.	382
SECTION V. – LA FORME COMME CONDITION DE VALIDITÉ DES CONTRATS . .	383
245. – Principes.	383
246. – Le formalisme de protection de la volonté.	383
247. – Le formalisme probatoire.	385
248. – Le formalisme de publicité.	386
249. – Le formalisme d'information.	386
250. – Le formalisme fiscal ou administratif.	388
251. – La forme dans les contrats électroniques – Renvoi. . .	389
SECTION VI. – LA SINCÉRITÉ DE LA VOLONTÉ DES PARTIES : LA THÉORIE DE LA SIMULATION.	390
§ 1. – Introduction : Le concept de simulation.	390
252. – Objet de la théorie de la simulation.	390
253. – Définition générale de la simulation.	390
254. – Conceptions extensive et restrictive de la théorie de la simulation.	391
255. – Simulation et apparence.	392
256. – Caractère licite de la simulation.	393
§ 2. – La définition de la simulation. – Son champ d'application.	393
257. – Éléments constitutifs de la simulation.	393
A. – Les deux conventions.	394
258. – L'acte ostensible et la contre-lettre. – Rapports entre les deux conventions.	394
259. – La contre-lettre.	395
B. – Élément intentionnel.	396
260. – Principe.	396
C. – Conséquences de cette définition.	396
261. – Position de la question.	396
262. – Cas où la simulation est exclue.	396

TABLE DES MATIÈRES

263. – Actes juridiques unilatéraux. – Actes juridiques collectifs.....	398
264. – Election de command. – Commission.....	402
265. – Fiducie. – Fraude à la loi.....	402
§ 3. – <i>Les degrés dans la simulation</i>	402
266. – Principes.....	402
267. – Acte fictif.....	403
268. – Acte déguisé en totalité.....	403
269. – Déguisement partiel.....	405
270. – Interposition de personnes.....	405
§ 4. – <i>Caractère licite de la simulation</i>	406
271. – Principe.....	406
272. – Nullité résultant du seul recours à la simulation.....	406
273. – La simulation frauduleuse.....	407
274. – Exemples.....	409
275. – Rapports entre la simulation et la fraude paulienne.....	410
§ 5. – <i>Les effets de la simulation</i>	411
276. – Principes.....	411
A. – <i>Distinction entre les parties et les tiers</i>	411
277. – Règles générales.....	411
278. – Cas particuliers.....	413
279. – Cas particulier du fisc.....	415
B. – <i>Effets de la simulation entre les parties</i>	415
280. – Principe.....	415
281. – Dispositions contractuelles qui lient les parties.....	415
282. – Suite. – Vice affectant la contre-lettre.....	416
283. – Suite : inapplication de l'adage «nemo auditur...» à l'action en déclaration de simulation.....	417
284. – La simulation illicite. – Conséquences.....	418
285. – Règles particulières en matière de donation déguisée.....	420
286. – Cas particulier des donations déguisées par interposition de personnes.....	423
C. – <i>Effets de la simulation envers les tiers</i>	423
287. – Principe.....	423
288. – Conditions de ce choix : la bonne foi.....	424
289. – Suite. – Le tiers doit-il démontrer un préjudice ? – Portée de l'article 1321 du Code civil.....	426
290. – Conséquences du choix.....	428
291. – Situation des tiers exerçant leurs options en sens différents.....	429

TABLE DES MATIÈRES

§ 6. – <i>L'action en déclaration de simulation</i>	431
292. – Principes. – Autonomie de l'action en déclaration de simulation.	431
293. – Preuve de la simulation.	432
294. – Prescription.	433
§ 7. – <i>Questions particulières</i>	433
A. – <i>Simulation et prête-nom</i>	433
295. – Position de la question.	433
296. – Première solution : application de la théorie de la simulation.	436
297. – Autre conception : le prête-nom serait étranger à la simulation.	437
B. – <i>Simulation et fiducie</i>	440
298. – Position de la question.	440
299. – Fiducie et simulation.	441
C. – <i>Simulation, fraude à la loi et fraude aux droits des tiers</i>	442
300. – Position de la question. – La notion de fraude à la loi interne.	442
301. – Faut-il admettre le concept de fraude à la loi? – Position de la question.	444
302. – La fraude à la loi en droit international privé.	445
303. – La fraude à la loi est écartée en droit fiscal.	447
304. – La théorie de la fraude à la loi doit-elle être admise pour le surplus en droit interne?	449
305. – Suite. – Critique de la théorie.	454
306. – Fraude aux droits des tiers.	457
307. – L'adage « <i>fraus omnia corrumpit</i> » comme principe général du droit.	460
308. – Portée et signification de l'adage.	462
309. – Conditions de l'application de l'adage.	465
310. – Suite. – Ce comportement doit être frauduleux.	466
CHAPITRE 4. – LES ÉTAPES DE LA FORMATION DES CONTRATS. (FORMATION DU CONTRAT DU POINT DE VUE DYNAMIQUE)	471
311. – Objet du présent chapitre.	471
SECTION I. – LES POURPARLERS PRÉLIMINAIRES	471
312. – Notion.	471
313. – Distinction entre les pourparlers préliminaires et l'offre.	472
314. – Cas d'application. – Exemples.	473
315. – Effets de pourparlers préliminaires.	475

TABLE DES MATIÈRES

316. – Les avant-contrats.....	476
SECTION II. – LA FORMATION DU CONTRAT : L'OFFRE ET SON ACCEPTATION	480
§ 1. – <i>La théorie de l'offre</i>	480
317. – Définition de l'offre.....	480
318. – Eléments constitutifs de l'offre.....	481
319. – Force obligatoire de l'offre. – Fondements.....	482
320. – Conséquences : effets de l'offre.....	484
321. – L'offre au public.....	486
322. – Les offres spécialement réglementées.....	487
323. – Régime particulier : la vente internationale de marchandises.....	489
§ 2. – <i>L'acceptation et la formation du contrat</i>	489
324. – Principes.....	489
325. – Eléments sur lesquels doit se rencontrer l'accord des parties pour que le contrat se forme : éléments essentiels et éléments substantiels.....	490
326. – Acceptation et conclusion du contrat entre parties non présentes.....	493
327. – Suite. – Le système de l'émission.....	494
328. – Suite. – Le système de la réception.....	495
329. – L'acceptation tacite. – Le silence circonstancié.....	497
330. – Les conditions générales.....	499
331. – Conditions générales. – Suite. – Connaissance de celles-ci.....	502
332. – Conditions générales. – Suite. – Acceptation des conditions générales.....	505
333. – Protection du consommateur. – Régimes particuliers..	510
334. – Les contrats électroniques.....	512
SECTION III. – LA RESPONSABILITÉ PRÉCONTRACTUELLE (<i>LA CULPA IN CONTRAHENDO</i>).....	517
§ 1. – <i>Règles générales</i>	517
335. – Position de la question.....	517
336. – Fondements de la responsabilité précontractuelle.....	518
337. – Les trois hypothèses retenues par la jurisprudence et la doctrine récentes.....	520
§ 2. – <i>Cas où le contrat ne se conclut pas</i>	521
338. – La rupture abusive des pourparlers précontractuels...	521
339. – Suite. – Dommage réparable.....	524
340. – Autres hypothèses.....	528
341. – Non-renouvellement d'un contrat.....	529

TABLE DES MATIÈRES

§ 3. – <i>Cas où le contrat est annulé</i>	529
342. – Principes.	529
343. – Applications. – Vices de consentement.	529
344. – Suite. – Autres vices affectant le contrat.	531
345. – Dommage réparable.	533
§ 4. – <i>Cas où le contrat est formé et maintenu</i>	534
346. – Principes.	534
347. – Applications. – Défaut d'information.	534
348. – Applications. – Manquement à une obligation de conseil.	536
349. – Obligations d'information et de conseil prescrites par le législateur.	536
SECTION IV. – LE REFUS DE CONTRACTER. – LE CONTRAT OBLIGATOIRE ...	538
350. – Position de la question. – Plan.	538
§ 1. – <i>Le principe</i>	539
351. – La liberté de ne pas contracter.	539
§ 2. – <i>L'obligation légale de contracter</i>	541
A. – <i>Position de la question</i>	541
352. – Principes.	541
353. – Hypothèses où l'obligation de contracter résulte du mécanisme d'institutions de nature contractuelle ou précontractuelle.	542
B. – <i>L'offre permanente. – Monopoles de droit. – Services publics</i> ...	543
354. – Un concept traditionnel : les entreprises en état d'offre permanente.	543
355. – Suite. – L'état d'offre permanente dérivant d'engagements pris par des entreprises.	545
356. – Suite. – Exemples en matière de médias.	546
357. – Autres exemples d'offre permanente imposée par la loi. – Télécommunications. – Électricité. – Gaz.	548
358. – Suite. – Etablissements de crédit.	550
C. – <i>La concurrence économique : l'organisation du marché</i>	550
359. – La réglementation des prix.	550
360. – Le droit de la concurrence. – Vues générales.	553
361. – Suite. – Application au refus de contracter.	558
362. – La licence obligatoire en matière de brevets.	561
§ 3. – <i>Le droit commun : l'abus du droit de ne pas contracter</i>	563
363. – Principes.	563
364. – Suite. – Raisonement à suivre.	565

TABLE DES MATIÈRES

365. – Suite. – Applications. – Refus de poursuivre des relations d'affaires habituelles.....	569
366. – Suite. – Refus de contracter entre entreprises n'ayant pas des relations d'affaires antérieures.	570
SECTION V. – LA PROMESSE DE CONTRAT.....	574
§ 1. – <i>Définition et règles générales</i>	574
367. – Définition.....	574
368. – Licéité de la promesse de contrat.....	575
369. – Distinctions avec d'autres institutions voisines.....	576
§ 2. – <i>Conditions de validité de la promesse. – Durée</i>	577
370. – Conditions de validité de la promesse.....	577
371. – Durée de la promesse.....	577
§ 3. – <i>Effets de la promesse</i>	578
A. – <i>Effets de la promesse entre les parties</i>	578
372. – Effets de la promesse avant la levée de l'option.....	578
373. – Effets de la levée de l'option.....	580
374. – Effets de la promesse à défaut de la levée de l'option.....	581
B. – <i>Effets de la promesse envers les tiers</i>	582
375. – Principe : effet relatif des contrats.....	582
376. – Exception : tierce complicité.....	582
§ 4. – <i>Quelques applications</i>	583
377. – Principes.....	583
378. – La promesse de vente.....	583
379. – La promesse d'hypothèque.....	584
380. – Le pacte de préférence.....	586
CHAPITRE 5. – L'INTERPRÉTATION DES CONTRATS.....	588
SECTION I. – INTRODUCTION. – PRINCIPES.....	588
381. – Position de la question.....	588
382. – Champ d'application des dispositions ici examinées... ..	588
383. – L'interprétation est une question de fait.....	589
384. – Sources particulières en matière d'interprétation.....	590
385. – Quand y a-t-il lieu à interprétation? – Première hypothèse : les parties se sont mal exprimées.....	591
386. – Suite. – Deuxième hypothèse : les parties se sont exprimées de manière lacunaire.....	592
387. – La rectification des erreurs matérielles.....	592

TABLE DES MATIÈRES

SECTION II. – LES RÈGLES FONDAMENTALES À SUIVRE PAR L'INTERPRÈTE	593
388. – Principes.	593
§ 1. – <i>La recherche de la commune intention des parties : l'article 1156 du Code civil</i>	594
389. – Règle de base.	594
390. – Autres critères possibles en matière d'interprétation.	596
391. – Éléments sur lesquels le juge peut se fonder pour interpréter un contrat.	596
§ 2. – <i>Le respect de la foi due à l'acte (articles 1319, 1320 et 1322 du Code civil)</i>	598
392. – Principe.	598
393. – Les actes prétendument clairs.	600
§ 3. – <i>La prééminence de la preuve écrite (article 1341 du Code civil)</i>	603
394. – Respect du principe de la hiérarchie des preuves.	603
§ 4. – <i>Le respect de la convention-loi (article 1134 du Code civil)</i>	605
395. – L'interprétation et l'article 1134, alinéa 1 ^{er} , du Code civil.	605
SECTION III. – LES PRÉCEPTES D'INTERPRÉTATION	607
§ 1. – <i>Règles générales</i>	607
396. – Position de la question. – Portée et rôle des préceptes d'interprétation.	607
§ 2. – <i>Les préceptes d'interprétation édictés par le Code civil ou par d'autres lois</i>	608
397. – Nature de ces préceptes.	608
398. – L'article 1157 du Code civil.	610
399. – Quelques préceptes évidents.	610
400. – Le renvoi aux usages.	611
401. – L'interprétation en faveur du débiteur (article 1162)..	615
402. – L'interprétation en faveur du consommateur ou de la partie réputée faible.	617
§ 3. – <i>Les préceptes d'interprétation élaborés par la jurisprudence</i>	617
403. – Principes.	617
404. – Interprétation stricte des clauses dérogatoires au droit commun.	618
405. – Prééminence des clauses particulières sur les clauses générales	619
406. – Interprétation contre le rédacteur de la convention.	620
SECTION IV. – LA QUALIFICATION DU CONTRAT.	621
407. – Position de la question. – Règles à suivre.	621

TABLE DES MATIÈRES

408.	Importance de la qualification adoptée par les parties.	623
409.	Contrôle de la qualification par la Cour de cassation..	624
SECTION V.	SYNTHÈSE. LE RAISONNEMENT DE L'INTERPRÈTE.....	625
410.	Les étapes du raisonnement de l'interprète.	625
CHAPITRE 6.	LES EFFETS DES CONTRATS	627
SECTION I.	INTRODUCTION. - POSITION DE LA QUESTION.....	627
411.	- Les effets internes et les effets externes des contrats..	627
412.	- Plan.	628
SECTION II.	LES NOTIONS DE PARTIES ET DE TIERS À UN CONTRAT.....	629
413.	- Position de la question.	629
§ 1.	<i>Les personnes intervenant directement ou par représentation</i>	629
414.	- Les personnes intervenant directement.	629
415.	- Les personnes intervenant par l'effet de la représentation.	630
416.	- La représentation parfaite.	630
417.	- La représentation imparfaite.	631
§ 2.	<i>Les ayants cause universels ou à titre universel des parties</i>	634
418.	- Principe.	634
419.	- Cas de transmissions universelles ou à titre universel.	635
420.	- Exception lorsque l'ayant cause universel ou à titre universel fait valoir un droit propre.	636
§ 3.	<i>Autres hypothèses : action oblique. - Cession de contrat. - Novation. - Subrogation</i>	637
421.	- Action oblique.....	637
422.	- Cession de contrat. - Novation. - Subrogation.	637
§ 4.	<i>Conclusion : les tiers</i>	637
423.	- Définition des tiers par exclusion.....	637
SECTION III.	- LES EFFETS EXTERNES DES CONTRATS ENVERS LES TIERS ..	639
§ 1.	<i>Le principe des effets externes des contrats</i>	639
424.	- La reconnaissance du principe des effets externes des contrats.	639
425.	- Fondement de la règle.	640
426.	- Portée de la règle.....	641
427.	- Applications : opposabilité aux tiers des effets du contrat entre les parties contractantes.	643
428.	- Applications. - Référence à une convention pour déterminer les conséquences pouvant en être déduites pour un tiers.....	645

TABLE DES MATIÈRES

429. – Applications : l'article 1165 du Code civil et les tiers...	646
§ 2. – <i>L'article 1165 du Code civil et la théorie de la tierce complicité de la violation d'une obligation contractuelle</i>	648
430. – Position de la question.....	648
431. – Conditions de la mise en œuvre de la « tierce complicité ». – Les thèses en présence.....	649
432. – Suite. – Evolution de la jurisprudence de la Cour de cassation.....	650
433. – Conclusions : conditions de la tierce complicité.....	655
434. – Sanction.....	657
435. – Applications.....	657
§ 3. – <i>Exceptions au principe de l'opposabilité de plein droit des effets externes des contrats aux tiers</i>	659
436. – Principes.....	659
437. – Contrats dont les effets externes sont subordonnés à des formalités de publicité.....	659
438. – Conventions privées d'effets externes de plein droit à titre de mesure de protection ou de sanction.....	661
SECTION IV. – EXCEPTIONS À L'ARTICLE 1165 DU CODE CIVIL : CAS OÙ LES CONTRATS PRODUISENT DES EFFETS INTERNES ENVERS DES TIERS.	664
439. – Introduction.....	664
§ 1. – <i>La stipulation pour autrui</i>	664
A. – <i>Notion. – Définition</i>	664
440. – Définition.....	664
441. – Nature juridique	665
B. – <i>Conditions de la stipulation pour autrui</i>	666
442. – Conditions de validité de toute convention.....	666
443. – Suite. – Conditions de forme.....	666
444. – Conditions spécifiques de la stipulation pour autrui.....	667
C. – <i>Effets de la stipulation pour autrui</i>	672
445. – Effet fondamental : création d'un droit direct au profit du tiers contre le promettant.....	672
446. – Conséquences de cette analyse	673
447. – Conséquences du caractère accessoire de la stipulation pour autrui.....	675
448. – La révocation et l'acceptation de la stipulation pour autrui.....	676
449. – Pas de possibilité de créer des obligations à charge du tiers bénéficiaire.....	678

TABLE DES MATIÈRES

D. - <i>Applications</i>	679
450. - Position de la question.....	679
451. - Application en matière d'assurances. - Assurance-vie. - Assurance accident.....	679
452. - Suite. - L'assurance «pour compte». - Autres cas d'assurances.....	680
453. - Suite. - Libéralités.....	683
454. - Suite. - Autres hypothèses.....	684
§ 2. - <i>L'action directe</i>	686
A. - <i>Notion. - Définition. - Fondement</i>	686
455. - Position de la question.....	686
456. - Définition.....	687
457. - Effets fondamentaux de l'institution.....	688
458. - Les controverses.....	689
459. - Explication et fondement de l'institution.....	690
B. - <i>Conditions de l'action directe</i>	691
460. - Position de la question.....	691
461. - La source de l'action directe.....	691
462. - Conséquence : rejet de l'action directe en l'absence de disposition législative l'instituant.....	693
463. - Suite. - Contestation de la théorie legaliste en doctrine.....	694
464. - La créance du titulaire de l'action directe contre le débiteur intermédiaire.....	696
465. - La créance du débiteur intermédiaire contre le sous-débiteur.....	698
466. - Lien entre la créance du titulaire de l'action directe et le contrat existant entre le débiteur intermédiaire et le sous-débiteur dans lequel il puise son droit.....	700
467. - Caractéristiques que doivent revêtir ces deux créances.....	701
C. - <i>Cas d'actions directes</i>	703
468. - Position de la question.....	703
1. - Les cas prévus par le Code civil.....	703
469. - L'action directe et le Code civil. - Bail.....	703
470. - Suite. - Le cas du mandataire substitué.....	704
471. - Suite. - L'article 1798 du Code civil.....	706
2. - Les actions directes en matière d'assurances.....	707
472. - Position de la question.....	707
473. - Les accidents de la circulation.....	707
474. - Les articles 86 à 88 de la loi du 25 juin 1992 : les actions directes en matière d'assurances de responsabilité.....	711

TABLE DES MATIÈRES

475. – L'action directe en matière de responsabilité locative. – L'article 68 de la loi du 25 juin 1992.	712
476. – Autres assurances.	713
477. – Accidents du travail.	713
3. – Autres cas.	714
478. – Recours des Centres publics d'aide sociale contre des tiers.	714
479. – Prétendues actions directes de l'employeur en matière de contrats de travail.	714
D. – <i>Les effets de l'action directe</i>	715
1. – Règles générales	715
480. – Position de la question.	715
481. – Premier effet commun à toutes les actions directes : double recours <i>in solidum</i>	716
482. – Relations entre le débiteur intermédiaire et le titulaire de l'action directe.	717
2. – Régime de droit commun	717
483. – Champ d'application.	717
484. – Exercice de l'action directe.	717
485. – Régime des exceptions opposables par le sous-débiteur.	720
486. – Le droit de préférence à l'égard des créanciers du débiteur intermédiaire. – Distinction avec l'action oblique.	722
487. – Suite. – Faillite du débiteur intermédiaire. – Concours. – Saisie. – Dissolution d'une société.	723
488. – Suite. – Cession de créance. – Dation en gage de la créance.	728
3. – Régimes de protection renforcée	729
489. – Champ d'application.	729
490. – Fixation du droit du titulaire de l'action directe.	729
491. – Régime des exceptions résultant des relations entre le titulaire de l'action directe et le débiteur intermédiaire.	730
492. – Régime des exceptions déduites des relations entre le sous-débiteur et le débiteur intermédiaire.	730
493. – Suite. – Régime de protection renforcé en matière d'opposabilité des exceptions nées des rapports entre le sous-débiteur et le débiteur intermédiaire.	731
494. – Suite. – Recours du sous-débiteur (assureur).	734
495. – Droit de préférence par rapport aux autres créanciers du débiteur intermédiaire.	734
§ 3. – <i>Transmission de créances accessoirement à la transmission de certains biens</i>	735
496. – Position de la question.	735

TABLE DES MATIÈRES

497. – Cas d'application.	736
498. – Fondement juridique de l'institution.	738
499. – Régime juridique de l'institution.	740
§ 4. – <i>Adhésion à un contrat préexistant</i>	743
500. – Position de la question.	743
501. – Autres applications. – Opérations de transport. – Commissionnaires-expéditeurs.	745
502. – Suite. – Mandataire substitué. – Commissionnaire substitué.	746
§ 5. – <i>La cession de contrats. – Renvoi</i>	747
503. – Position de la question. – Renvoi.	747
§ 6. – <i>Les groupes de contrats (ou ensembles contractuels)</i>	747
A. – <i>Les groupes de contrat en général</i>	747
504. – Position de la question.	747
505. – Les groupes de contrats.	749
506. – Evolution en France.	752
507. – Evolution de la question en droit belge.	753
508. – Fondements de recours dérogeant à l'article 1165 Code civil en matière de groupes de contrats.	754
509. – Incidence d'un contrat sur les autres contrats faisant partie d'un ensemble.	755
510. – <i>Negotium</i> unique traduit dans plusieurs <i>instrumen-</i> <i>tums</i>	756
511. – Liens établis par le législateur.	758
B. – <i>Le cas particulier de l'agent d'exécution</i>	759
512. – Position de la question.	759
513. – Questions qui se posent.	761
514. – Le recours à l'agent d'exécution et la responsabilité contractuelle pour autrui.	762
515. – Le recours du créancier des services contre l'agent d'exécution.	762
516. – Recours de l'agent d'exécution contre le créancier des services.	769
517. – Evolution de la jurisprudence française.	771
518. – Considérations critiques.	774
§ 7. – <i>La promesse pour autrui</i>	776
519. – Prohibition de la promesse pour autrui.	776
§ 8. – <i>Le porte-fort</i>	777
520. – La convention de porte-fort.	777
521. – Modalités de l'engagement du porte-fort.	779

TABLE DES MATIÈRES

522. – Caractères de l'obligation assumée par le porte-fort.	780
523. – Objet de l'obligation assumée par le porte-fort.	781
524. – Champ d'application de la convention de porte-fort.	783
525. – Effets de la convention de porte-fort avant l'accomplissement par le tiers de la prestation promise.	784
526. – Effets de la convention de porte-fort après l'accomplissement par le tiers de la prestation.	785
527. – Effets de la convention de porte-fort à défaut d'accomplissement par le tiers de la prestation promise.	786
528. – Applications particulières en matières de sociétés et d'ASBL.	788
SECTION V. – L'EFFET INTERNE DES CONTRATS.	789
§ 1. – <i>L'exécution des contrats</i>	789
A. – <i>Principe : l'exécution des obligations résultant du contrat</i>	789
529. – Principes. – Renvoi.	789
B. – <i>La théorie de l'imprévision</i>	790
530. – Définition.	790
531. – Droit comparé : France.	792
532. – Suite. – Droit comparé. – Allemagne. – Italie. – Suisse. – Unidroit.	794
533. – Suite. – Droit comparé. – <i>Common law</i>	795
534. – Droit belge. – Position de la question.	795
535. – Rejet de la théorie de l'imprévision par la jurisprudence belge.	796
536. – Interventions du législateur.	799
537. – Evolution de la doctrine belge.	801
538. – La théorie de l'imprévision dans les marchés publics.	803
539. – Suite. – Conditions d'application et effets de l'imprévision en matière de marchés publics.	805
540. – Les clauses de « <i>hardship</i> ».	806
C. – <i>La théorie des sujétions imprévues</i>	808
541. – Les sujétions imprévues.	808
542. – Fondement de la théorie.	810
§ 2. – <i>L'inexécution des contrats</i>	811
543. – Position de la question. – Plan.	811
A. – <i>Règles générales : l'exécution directe des contrats et la responsabilité contractuelle</i>	812
1. – Introduction. – Les recours ouverts au créancier	812
544. – Recours ouverts au créancier d'une obligation contractuelle inexécutée. – Controverses.	812

TABLE DES MATIÈRES

545. – Articulation des recours ouverts au créancier.	814
2. – Le principe de l'exécution directe en nature	817
546. – Le principe de l'exécution en nature.	817
547. – Absence d'option du créancier ou du juge.	819
548. – L'exécution en nature à l'encontre des pouvoirs publics.	821
549. – Première limite : l'exécution en nature ne peut, en règle, entraîner une contrainte physique sur la personne.	822
550. – Deuxième limite : pas d'exécution en nature lorsque la loi l'exclut.	823
551. – Troisième limite. – L'exécution en nature n'est plus possible ou ne présenterait plus d'intérêt pour le créancier.	825
552. – Quatrième limite : la séparation des pouvoirs.	826
553. – Cinquième limite : l'abus de droit.	826
554. – Efficacité du principe de l'exécution en nature : les astreintes.	827
555. – Suite. – L'exécution en nature et le juge des référés. .	829
3. – La faculté de remplacement : l'exécution par un tiers en vertu des articles 1143 et 1144 du Code civil.	834
556. – La faculté de remplacement : mécanisme de base.	834
557. – Inapplication des articles 1143 et 1144 aux pouvoirs publics.	836
558. – Remplacement sans autorisation préalable du juge. . .	837
559. – Suite : application à toute espèce de contrats.	840
560. – Clauses relatives au remplacement.	843
4. – La responsabilité contractuelle. – Renvoi.	844
561. – Renvoi.	844
B. – Règles propres aux contrats synallagmatiques	844
1. – Introduction	844
562. – Position de la question.	844
563. – Champ d'application de ces institutions particulières. .	845
2. – La théorie des risques	846
564. – Mécanisme et fondement de la théorie des risques. . .	846
565. – Le droit commun de la théorie des risques : « <i>res perit debitori</i> ».	848
566. – Le cas particulier des obligations de donner : « <i>res perit domino</i> ».	849
567. – Suite. – Restitutions à la suite de la dissolution <i>ex tunc</i> d'une convention comportant un transfert de propriété.	851

TABLE DES MATIÈRES

568. – Conséquences de la théorie des risques.	852
569. – Applications.	854
3. – L'exception d'inexécution (<i>exceptio non adimpleti contractus</i>)	854
570. – Mécanisme et fondement de l'exception d'inexécution.	854
571. – Double fonction de l'exception d'inexécution.	857
572. – Comparaison avec les deux autres institutions propres à l'inexécution des contrats synallagmatiques.	857
573. – Champ d'application de l'exception d'inexécution.	859
574. – Conditions d'application de l'exception d'inexécution.	860
575. – Conditions. – Suite. – Respect du principe de la bonne foi.	865
576. – Effets de l'exception d'inexécution. – Rapports entre les parties.	869
577. – Suite. – Contrôle <i>a posteriori</i> . – Charge de la preuve.	871
578. – Suite. – Effet en cas de cession de créance ou d'action directe.	872
579. – Effets envers les tiers.	874
580. – Conventions dérogatoires.	876
581. – Suite. – Contrats d'assurance.	876
4. – La résolution pour inexécution fautive (article 1184 du Code civil)	877
a) Mécanisme et fondement du pacte comissoire tacite.	877
582. – La résolution du contrat pour inexécution fautive. – Mécanisme de base.	877
b) Champ d'application.	881
583. – Champ d'application de l'article 1184 du Code civil.	881
584. – Suite. – Champ d'application. – Controverses.	882
c) Exercice du recours	887
585. – L'exercice du recours : mise en demeure.	887
586. – L'exercice de l'action par le créancier.	888
587. – L'option du créancier.	890
588. – Suite. – Cas où l'option est exclue.	892
d) L'intervention du juge	893
589. – L'intervention du juge.	893
590. – Suite. – Cas dans lesquels l'intervention du juge n'est pas requise.	897
591. – Suite. – La résolution sur déclaration. – Consécration par la Cour de cassation.	900
e) Effets de la résolution	904
592. – Effets de la résolution.	904

TABLE DES MATIÈRES

593. – Adaptation de la prise d'effet de la résolution en fonction de l'efficacité de la sanction.	907
f) Les dommages-intérêts complémentaires	909
594. – Les dommages-intérêts complémentaires.....	909
g) Le pacte comissoire exprès	910
595. – Le pacte comissoire exprès.....	910
596. – Modalités et effets du pacte comissoire exprès.....	913
597. – Suite. – Effets. – Règles communes.....	915
C. – <i>Le droit de rétention</i>	917
1. – Notion. – Mécanisme de base	917
598. – Notion. – Mécanisme du droit de rétention.	917
599. – Controverses.	919
600. – Comparaison avec d'autres institutions.....	919
2. – Conditions du droit de rétention	922
601. – Conditions du droit de rétention.....	922
602. – Suite. – Connexité entre la créance et la chose.	926
3. – Effets du droit de rétention	929
a) Rapports entre les parties à l'opération	929
603. – Effets du droit de rétention entre le rétenteur et le créancier de la livraison ou de la restitution.	929
b) Opposabilité du droit de rétention aux tiers	929
604. – Effets du droit de rétention envers les tiers. – Principes.	929
605. – Opposabilité aux autres créanciers du débiteur : créanciers chirographaires et créanciers titulaires d'un privilège général.....	930
606. – Opposabilité du droit de rétention aux titulaires d'un privilège spécial, d'un nantissement ou d'une hypothèque.	931
607. – Opposabilité du droit de rétention au <i>verus dominus</i> ..	933
608. – Opposabilité du droit de rétention aux ayants cause à titre particulier ou à titre universel du titulaire de l'action en délivrance ou en restitution de l'objet retenu.	934
c) Issue du droit de rétention	934
609. – Impasse résultant en principe du droit de rétention. .	934
610. – Dénouement possible de la situation.	935